

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 08/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAMCO RECYCLAGE (ex COSTELLA SA)

195 BOULEVARD FELIX FAURE
93300 Aubervilliers

Code AIOT : 0007404437

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement LAMCO RECYCLAGE (ex COSTELLA SA) implanté 195 BOULEVARD FELIX FAURE 93300 Aubervilliers. L'inspection a été annoncée le 21/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du passage de la flamme olympique à proximité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAMCO RECYCLAGE (ex COSTELLA SA)
- 195 BOULEVARD FELIX FAURE 93300 Aubervilliers
- Code AIOT : 0007404437
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAMCO Recyclage (ex COSTELLA SA) exerce sur son site des activités de tri, transit de déchets métalliques (métaux ferreux et non ferreux) et de déchets dangereux (batteries). Le site est également équipé d'une presse cisaille, qui permet le traitement d'environ 120 tonnes de déchets métalliques par jour.

Les apports de déchets sont réalisés par des entreprises spécialisées (collecte par la société LOCAFER notamment) et des producteurs initiaux (entreprises de démolition, artisans, particuliers).

Le site est équipé d'un espace dédié à l'achat au détail.

Environ dix-huit personnes sont présentes sur le site, dont du personnel de la société LOCAFER qui réalise pour la société LAMCO Recyclage de la prestation de service, en mettant notamment du matériel à disposition et en réalisant la collecte des déchets métalliques sur les chantiers. L'activité de transport par route de déchets de la société LOCAFER est déclarée en Préfecture (récépissé de déclaration du 08/10/2015).

Les horaires d'ouverture de l'installation sont les suivants : 7h30/12h, 13h30/17h du lundi au jeudi, fermeture à 16h le vendredi et ouverture de 8h à 11h30 le samedi.

L'installation est régulièrement autorisée, par arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2010, à exploiter des installations classées sous les rubriques 2713-1 [A] ; 2791-1 [A] et 2718-1 [A-2] avec le bénéfice des droits acquis. Le fonctionnement de l'installation est réglementé par l'arrêté préfectoral N° 2018-2923 du 13/11/2018 et par l'arrêté préfectoral N° 2021-3054 du 08/11/2021.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Dispositions communes (Articles 10 à 17) | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | Prévention du risque incendie | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 5 | Prévention du risque incendie | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 6 | Prévention du risque incendie | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Risque incendie | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 9 | Entreposage des déchets | AP Complémentaire du 08/11/2021, article 4 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 10 | Connaissance et étiquetage des déchets dangereux | AP Complémentaire du 08/11/2021, article 6 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 11 | Rétention | AP Complémentaire du 08/11/2021, article 7 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------|--|-------------------|
| 2 | Situation administrative | AP Complémentaire du 23/04/2012, article 1 | Sans objet |
| 3 | Prévention du risque incendie | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3 | Sans objet |
| 8 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 | Sans objet |
| 12 | PFAS | Lettre du 31/07/2023, article 1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est relativement bien organisé et entretenu. L'exploitant met des éléments en place au sein de son site, qui n'entreront en vigueur qu'au 1er janvier 2026. Il lui a été rappelé de veiller à se conformer aux nouvelles prescriptions qui s'appliqueront à ce moment-là.

Pour d'autres points qui n'étaient pas totalement conformes aux prescriptions, des actions lui ont été demandées. Egalement des justificatifs qui n'ont pas été vérifiés durant l'inspection ont été demandés à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions communes (Articles 10 à 17)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Track déchets |
| Prescription contrôlée : <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.</p> <p>Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 5 du présent arrêté, tenus par les personnes qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, y compris pour les terres excavées et sédiments ayant le statut de déchets, permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les substances ou objets ayant cessé d'être des déchets.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant nous a transmis les registres des déchets entrants et sortants, ainsi que les bons de réception des déchets + bons d'expédition des déchets. Certaines informations manquent sur ces différents documents.</p> <p>Sur le registre des déchets entrants (Article 1), il manque :</p> <ul style="list-style-type: none">• La dénomination usuelle du déchet (point b)• Le numéro SIRET du producteur initial du déchet (point c), même s'il est visible sur le bon de réception des déchets• Le numéro SIRET et l'adresse du transporteur ainsi que le numéro de récépissé (point c) (le nom et numéros de récépissé sont visibles sur le bon de réception) <p>Sur le registre des déchets sortants (Article 2), il manque :</p> <ul style="list-style-type: none">• La dénomination usuelle du déchet (point b)• Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique concernant les déchets dangereux donc les batteries dans ce cas (point b)• Le numéro SIRET et l'adresse du transporteur ainsi que le numéro de récépissé (point c) (le nom et numéros de récépissé sont visibles sur le bon d'expédition des déchets)• Le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié (point e) (le SIRET est bien visible sur le bon d'expédition) <p>D'autre part concernant les batteries qui sont considérées comme déchets dangereux, l'exploitant nous a indiqué disposer d'un bordereau de suivi de déchets déclaré sur track déchets, ainsi qu'un bon d'expédition CMR (Convention relative au Contrat de Transport International de Marchandises par Route) comportant notamment l'identité et la plaque d'immatriculation du transporteur.</p> <p>L'exploitant dispose d'une installation de contrôle de la radioactivité des déchets entrants dès l'entrée des camions (article 13 de l'arrêté du 06 juin 1998).</p> |

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| <p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre à jour les registres des déchets entrants et sortant en conformité avec les points listés ci-dessus. - de transmettre les trois derniers bordereaux de suivi de déchets concernant les batteries |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/04/2012, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour |
| Prescription contrôlée : Classement ICPE : R 2713-1 [A] antériorité : tri transit métaux (80t/jour) R 2791-1 [A] antériorité : presse cisaille (120t/jour) R 2718-1 [A] antériorité : tri transit batteries (25t max/jour) 2710-2 [NC] : moins de 100m3 |
| Constats : Pas de changements dans son activité. Seules les batteries de voiture (accumulateurs de plomb) sont concernées par la rubrique 2718-1. L'exploitant a bien précisé ne pas accepter de DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Prévention du risque incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection et surveillance |
| Prescription contrôlée : Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne |

arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

Constats :

Les déchets qui pourraient être considérés comme combustibles ou inflammables seraient les batteries. Il y a aussi les huiles et lubrifiants pour les véhicules du site, même si ceux-ci ne sont pas des déchets.

En cas de départ de fumée ou incendie les extincteurs peuvent être utilisés.

Cependant l'exploitant précise que les zones concernées ne sont pas équipées d'une détection automatique incendie, ni d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée, ni d'une alarme. À ce jour l'alerte ne peut provenir que des salariés pendant les heures ouvrées, ou d'une personne extérieure au site qui serait témoin de l'incendie en dehors des heures ouvrées.

L'exploitant précise qu'une ronde est réalisée tous les jours à la fermeture du site, pendant 30 minutes (conformément à l'article 4 de l'arrêté pré-cité).

Il faudrait que l'exploitant intègre le déroulement de ces rondes dans le plan défense incendie comme décrit à l'article 4.

À noter : cette prescription ne s'appliquera qu'à partir du 01 janvier 2026.

L'exploitant précise qu'il s'était déjà renseigné pour l'installation d'une caméra thermique, et que cela représente un certain coût (environ 50 k€).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra prendre ses dispositions afin de respecter ces prescriptions à compter **du 01 janvier 2026**.

Néanmoins dans la mesure où un plan de défense incendie existe, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant d'intégrer d'ores-et-déjà les rondes au plan défense incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

A noter : prescription applicable à partir du 01 juillet 2024.

- Concernant les schémas d'alarme et d'alerte, comme indiqué dans le précédent point de contrôle, le système de détection automatique de départ d'incendie, la transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires, ainsi que le dispositif d'alarme ne seront applicables qu'à partir du 01 janvier 2026.
- 2 exercices ont déjà été réalisés avec la caserne d'Aubervilliers, le dernier date de 2022.
- Une réunion de formation sur les procédures en cas d'accident ou d'incendie a lieu 2 fois par an.
- L'exploitant précise que les pompiers ont indiqué utiliser l'eau du canal de la Marne en cas d'incendie. Ce point doit être tout de même confirmé par écrit.
- L'exploitant prévoit de demander à la mairie l'emplacement exact des poteaux incendie à proximité du site ainsi que la disponibilité du débit d'eau
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie est disponible ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; existe mais n'ont pas été partagés avec les services incendie
- Les zones de stockage sont clairement identifiées sur un panneau à l'entrée du site. Néanmoins la zone des batteries n'est pas clairement identifiée sur le panneau.

Il faudra formaliser tous ces éléments dans un livret type plan de défense incendie, et le

| |
|---|
| transmettre aux services incendie et de secours. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> - de formaliser le plan de défense incendie avec tous les éléments mentionnés plus haut, et le transmettre aux services incendie et de secours. - Intégrer les rondes comme indiqué plus haut au point N°3 - d'afficher les procédures en cas d'incendie - de demander aux pompiers un écrit concernant l'utilisation de l'eau du canal - d'identifier la zone de stockage des batteries sur le plan, également à l'intérieur du bâtiment dans lequel les batteries sont stockées, identifier clairement la zone et les bacs contenant les batteries |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Prévention du risque incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>A ce jour l'alerte des services d'incendie et de secours ne peut provenir que des salariés pendant les heures ouvrées, ou d'une personne extérieure au site qui serait témoin de l'incendie en dehors des heures ouvrées.</p> <p>Le dernier exercice de défense contre incendie a été réalisé en 2022. Cette prescription devenant obligatoire à partir du 01 juillet 2024, l'exploitant prévoit de réaliser cet exercice à la rentrée de septembre 2024, au vu du déroulement des jeux olympiques, et après la fermeture annuelle de 3 semaines qui aura lieu du 29 juillet au 26 août 2024.</p> <p>L'exploitant précise que les batteries seront évacuées au maximum avant la fermeture.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de réaliser l'exercice de défense incendie prévu en septembre 2024. Ces exercices seront documentés dans le plan de défense incendie.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 6 : Prévention du risque incendie

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets entrants et des déchets sortants a été transmis à l'Inspection suite à la visite.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état des déchets stockés et la périodicité de cet état, notamment pour les batteries pour lesquelles l'état doit être mis à jour de manière quotidienne |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 7 : Risque incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie |
| Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> |
| Constats : <p>A ce jour l'alerte des services d'incendie et de secours ne peut provenir que des salariés pendant les heures ouvrées, ou d'une personne extérieure au site qui serait témoin de l'incendie en dehors des heures ouvrées.</p> <p>Comme indiqué à la prescription N°4 le plan de défense incendie sera formalisé avec tous les éléments mentionnés et transmis aux services incendie et de secours.</p> <p>A noter : il est mentionné à l'annexe II de l'arrêté du 6 juin 2018 que les points suivants ne s'appliquent pas aux installations autorisées avant le 1er juillet 2018 : « <i>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</i></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</i>- <i>d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. »</i> |

| |
|--|
| L'exploitant a envoyé le bon de maintenance des extincteurs daté du 31 octobre 2023 (Tabart). 16 extincteurs ont été vérifiés. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de formaliser le plan de défense incendie avec tous les éléments mentionnés plus haut qui s'appliquent à l'installation, et le transmettre aux services incendie et de secours. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. |
| Constats : Le rapport de Bureau Veritas du 04 septembre 2023 montre 4 non conformités électriques. La facture liée à la levée de ces non-conformités a été vue (électricien André). Cette vérification de conformité électrique est réalisée tous les ans. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Entreposage des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/11/2021, article 4 |
| Thème(s) : Autre, Entreposage des déchets |
| Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets dangereux ou non-dangereux doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, du recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, pignes, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans les batteries; - l'entraînement de substances polluantes telles que des composés plombés issus de batteries par les eaux de pluie. |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>La zone d'arrivée ainsi que la zone de départ des déchets est bien identifiée à l'entrée et à la sortie du site.</p> <p>Le plan des stockages des déchets est clairement indiqué à l'entrée sauf pour les batteries. Les zones d'entreposage sont conformes au plan.</p> <p>L'exploitant fait un effort pour restreindre la hauteur de ses tas de déchets, par rapport aux constats des précédentes visites. L'inspection n'a pas été en mesure de vérifier précisément cette hauteur néanmoins invite l'exploitant à maintenir ses efforts en ce sens.</p> <p>Les seuls déchets susceptibles d'être dégradés ou d'entraîner des substances polluantes sont les batteries. Ces dernières sont stockées dans un bâtiment couvert.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'identifier la zone de stockage des batteries sur le plan - à l'intérieur du bâtiment de stockage de batteries, identifier clairement la zone et les bacs contenant les batteries <p>L'inspection attire l'attention sur le fait que de nouvelles règles concernant l'entreposage des batteries seront en vigueur à partir du 01 janvier 2026.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 10 : Connaissance et étiquetage des déchets dangereux

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/11/2021, article 6</p> |
| <p>Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance et étiquetage des déchets dangereux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant garde à sa disposition les documents prévus dans l'information préalable, notamment les propriétés de danger du déchet et, le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations de ces documents (compatibilité des déchets, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le libellé et le code des déchets au regard de l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les batteries sont considérées comme déchets dangereux, ne sont pas étiquetées comme tel avec un pictogramme inflammable et/ou corrosif, ni identifiées à l'aide du code déchets 16 06 01*.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> |

| |
|---|
| L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant d'étiqueter les bacs contenant les batteries avec le pictogramme inflammable et/ou corrosif + code déchet 16 06 01*. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 11 : Rétention

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/11/2021, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des aires d'entreposage des déchets et matières dangereuses |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont entreposés dans des conteneurs, caisses, bacs ou fûts étanches aux liquides et résistant aux chocs dans des conditions normales d'utilisation.</p> <p>Ces contenants sont placés sur une rétention spécifique de capacité adaptée. Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé.</p> <p>Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement des déchets dangereux sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.</p> <p>Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres.</p> <p>Les déchets dangereux sont évacués de l'installation dans les 90 jours qui suivent leur prise en charge.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les batteries sont entreposées dans un bâtiment couvert dans des caisses en plastique, étanches. En revanche ces caisses ne sont pas placées sur des rétentions.</p> <p>Les hydrocarbures (huiles et lubrifiants pour les véhicules du site) sont sur des bacs de rétention. Ils ne comportent pas de pictogramme de danger.</p> <p>La rétention se situe en dessous de l'emplacement réservé à l'entrée des véhicules sur site. Elle est suffisante pour accueillir la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.</p> <p>Les déchets reçus ne présentent pas d'incompatibilité chimiques (métaux).</p> <p>Les batteries sont bien évacuées de l'installation en moins de 90 jours.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|--|
| <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de mettre les caisses de batteries sur rétention.</p> <p>L'inspection attire l'attention sur le fait que de nouvelles règles concernant l'entreposage des batteries seront en vigueur à partir du 01 janvier 2026.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 12 : PFAS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Lettre du 31/07/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autre instruction : Campagne d'identification et analyses des PFAS |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser une campagne d'identification et d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de l'établissement. -transmettre les résultats commentés. |
| <p>Constats :</p> <p>Suite à la requête formulée par courrier par SPR en date du 31 juillet 2023, des analyses ont été réalisées sur les eaux de ruissellement + eaux usées en septembre, octobre et novembre 2023.</p> <p>Eurofins a transmis les résultats sans conclusion. Ces résultats sont sur GIDAF.</p> <p>Pour le moment comme indiqué par le SPR de la DRIEAT l'objectif de ces analyses est de collecter les résultats obtenus.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |